

Bolloré ressent le besoin d'attaquer le projet de Sécurité sociale de l'alimentation

Dans cette chronique d'Emmanuelle Ducros, infatigable lobbyiste de l'agro-industrie passant pour journaliste sur cette fréquence, Europe 1 s'essaye à une offensive sur le projet de *Sécurité sociale de l'alimentation*. Avec beaucoup de mauvaise foi ! Une marque de l'importance que prennent nos travaux ? Retour sur les fausses affirmations

» [Sécurité sociale de l'alimentation : comment les militants veulent décider de vos courses avec votre porte-monnaie.](#) » – l'Opinion

« L'alimentation n'est pas une des premières cause de cancer »

Rappelons quelques données scientifiques sur l'importance de l'alimentation vis à vis de notre santé : d'après le travail de *Bionutrinet*, publié en 2018, nous pouvons constater 25 % de diminution du risque de cancer chez les personnes consommatrices régulières d'aliments bio comparés aux non-consommatrices, ainsi qu'une réduction du surpoids (-23%), de l'obésité (-31%), et du diabète de type 2 (-35%), toutes choses égales par ailleurs, bien évidemment.

« Une « ponction » sur les salaires »

Différents travaux du *Collectif* en cours étudient comment cette cotisation pourra être mise en place, et quelle sera l'assiette parmi l'ensemble de la valeur ajoutée réelle produite.

Il est possible qu'elle soit prélevée sur les salaires : il ne s'agit pas d'une ponction, mais d'une socialisation. Cet argent est du salaire socialisé, partagé entre tous et toutes, quel que soient ses revenus ; il ne s'agit pas d'argent qui disparaît, contrairement à ce que le terme « ponction » sous-entend.

D'autre part, nous mangeons au moins trois fois par jour : la socialisation revient donc rapidement dans nos vies quotidiennes

« Des comités citoyens place pour quoi vous argent »

Les comités d'habitant·es et d'habitant·es garantis par leurs caisses de sécurisati

J'accepte

[Changer mes préférences](#)

pouvoir de décider de ce que l'on mange, de quel cadre de vie nous voulons pour notre agriculture et notre alimentation.

Ces comités ne vont pas « décider à votre place » de ce que vous allez manger.

Cependant, en agréant et en autorisant la mise sur le marché des produits dénommés phyto-sanitaires, en réservant ces décisions aux autorités exécutives, l'Etat n'est pas accusé de voler notre libre arbitre.

Or, en autorisant l'utilisation de produits dont l'action délétère, pour certains, est scientifiquement prouvée, ce sont les résidus de ces produits qui intoxiquent l'ensemble de la population. Certaines personnes peuvent choisir de consommer des denrées labellisées bio, qui en sont relativement préservées, mais personne n'est en mesure de se soustraire aux résidus toxiques des pesticides, aux multitudes de polluants, d'aucuns reconnus éternels, produits par ces industries ... Car ces substances contaminent l'eau que nous buvons, l'air que nous respirons, les terres qui, par le travail des agricultrices et agriculteurs, fournissent notre alimentation, et, de fait, tout ce que nous mangeons est vicié par ces poisons.

Ainsi, aujourd'hui, nous n'avons pas le choix de notre alimentation.

Ces comités mettront en place un processus démocratique pour décider des conditions de production des denrées, mais ensuite, à chacun-e de remplir son panier. Un travail collectif qui permet que nos modes de vie soient soucieux de celles et ceux qui nous entourent, pour l'intérêt et le bien-être commun : est-ce cela, voler le libre arbitre ?

« 120 Milliards d'euros, ça fait un peu cher la dépossession du libre arbitre »

Ces 120 Milliards d'euros ne sont pas de l'argent « neuf » à trouver. C'est une redirection de sommes qui existent déjà : en France, la dépense alimentaire totale des consommatrices et consommateurs est de 300 Milliards d'euros par an. Il s'agit de réorganiser cette dépense, en y intégrant l'équité sociale et en mettant au pouvoir collectif les décisions des conditions de production pour l'empêcher d'aller à l'encontre des préconisations issues d'études d'impacts sur la santé publique, l'environnement, le climat ...

« Vu la somme d'ânerie entendues quand on parle d'alimentation, ça n'a rien de rassurant »

De la même manière que la convention citoyenne pour le climat l'a montré, les espaces démocratiques mis en place dans les expérimentations locales vers une SSA permettent à une analyse collective puissante et éclairée d'aboutir à des propositions sensées, équilibrées et au plus juste pour le bien commun.

Légitime, elle peut alors commencer à se faire craindre des lobbys, qui financent de douteuses expertises et propagent leur désinformation pour faire tourner leurs affaires, tout en cherchant à nous faire croire que nous sommes dans l'ignorance. Nous sommes capables de décider de ce qui est bon pour nous !

« Des activistes, qui savent, prendront le pouvoir »

Si E. Ducros se réfère là aux collectifs militants actuels dans leur fonctionnement classiques, la critique est assez juste. Mais nous travaillons justement au sein des expérimentation de SSA pour faire autrement et nous sommes en mesure de démontrer qu'aujourd'hui, nous sommes prêts !

« Les paysans sont dépendants des consommateurs qui veulent bien leur acheter leurs produits »

C'est véritablement de mauvaise foi que d'affirmer que la dynamique pour une SSA s'opposerait au fait que chaque personne ne puisse accéder à la nourriture qu'elle souhaite manger, alors que c'est précisément ce que nous défendons. En outre, jusqu'à preuve du contraire, Emmanuelle Ducros fait volontairement un contresens sur nos propos, qui sont bien sûr de déplorer :

– que les agriculteurs et agricultrices, ainsi que la majorité des autres actrices et acteurs des systèmes alimentaires, soient complètement dépendant-es d'accords commerciaux dictés par la grande distribution, d'ailleurs elle même dans un bras de fer avec l'industrie agro-alimentaire,

– comme le fait que trop peu de personnes soient aujourd'hui en mesure d'acheter une alimentation en adéquation avec leurs aspirations à sortir des OGM, des pesticides ...

Tant que le marché oriente la production agricole, la transition agro-écologique de notre agriculture est réprimée. C'est ce qui doit changer.

« Une petite armette de serfs taillables et corvéables à merci »

Ce prétendu argument appartient à la panoplie traditionnelle des lobbyistes de l'agro-industrie : ils prônent à tout bout de champ le raccourci : « refus des pesticides = retour au Moyen Âge ». Ils veulent laisser croire que l'agroécologie n'a réalisé de grandes avancées scientifiques ces dernières décennies.

Bien au contraire, nous envisageons une rémunération correcte des producteurs, avec des contrats à prix/volume garanti, ou bien en proposant de salarier celles et ceux qui voudront travailler pour la caisse, dans des conditions beaucoup plus confortables que ce qui est proposé aujourd'hui au sein du monde agricole.

« Une planification agricole décidée à main levée sans compétence technique »

En effet, planifier la production agricole est la seule politique possible pour lutter contre la sur-production, facteur de gaspillage alimentaire, et d'assurer des revenus dignes aux travailleurs et travailleuses des filières de l'alimentation. Mais une fois de plus, le mépris social qu'affiche E. Ducros pour les processus démocratiques que nous proposons de construire et que nous mettons en place sur le terrain, en construisant la connaissance des causes, est inadmissible d'une personne munie d'une carte de presse.

« Un « kolkhoze » glorieux à l'échelle de la France »

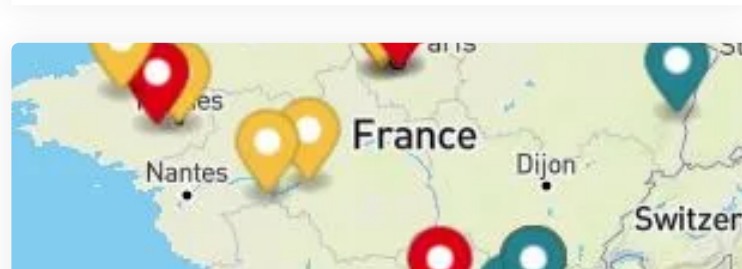
Dans ces interventions, ce qui vise à limiter les profits de l'agro-industrie est brandit comme figure épouvantable d'un système autoritaire. Il s'agit pour nous de construire ensemble des organisations et un fonctionnement démocratique, pas un capitalisme d'Etat.

« Des tickets de rationnement citoyens et bienveillants »

Renvoyer notre proposition à cette imagerie terrifiante, alors que la situation n'a rien à voir avec la pénurie d'après guerre et qu'elle est proprement une démarche émancipatrice, est pour nous preuve que là est ce qui les inquiète.

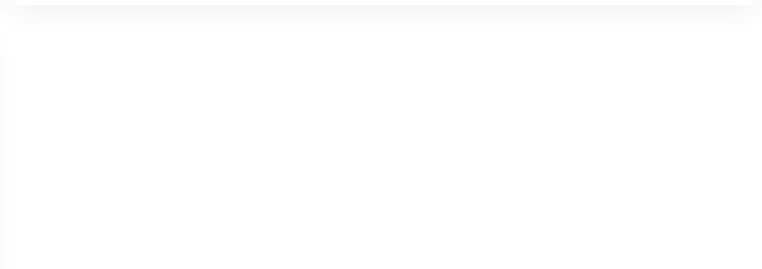
Ce projet de réponse me paraît beaucoup trop long (des répétitions, notamment) et trop « rattaché » aux bêtises déclamées par l'autrice de ce billet malsain. Je pense qu'une réponse basée et donc structurée autour des trois piliers de la SSA, permettrait d'avoir un positionnement avec hauteur de vue, plus percutant, informatif et simple à comprendre.

Dans la même catégorie



Travailler avec des initiatives inspirées de la Sécurité sociale de l'alimentation

Vous êtes... Un représentant d'une collectivité territoriale : élu ou technicien. Vous avez besoin de... Mieux comprendre ce qu'est la SSA et les initiatives qui s'en inspirent pour savoir quelle...



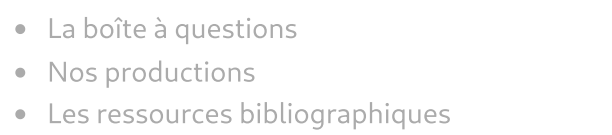
La SSA s'invite dans toutes les arènes politiques, du local au national

Communiqué du collectif SSA 3 novembre 2025
Le 23 octobre dernier Marine Tondelier a annoncé faire de la Sécurité sociale de l'alimentation (SSA) la première mesure de so...



Auditions ouvertes des caisses de l'alimentation

Ces webinaires sont destinés aux porteurs de projets de caisses communes de l'alimentation, caisses en émergence et caisses opérationnelles Ces dernières années, les...



Découvrir la SSA

- La SSA en 3 minutes
- Le socle commun de la SSA
- Les trois piliers du mécanisme de SSA
- Historique du collectif pour une SSA

Pour approfondir le sujet

- La boîte à questions
- Nos productions
- Les ressources bibliographiques
- Revue de presse

Vous souhaitez vous engager

- Rejoignez une dynamique proche de chez vous
- Mise à jour de votre dynamique locale
- Contact

Inscrivez vous à notre newsletter

Subscribe

© 2026 - Sécurité Sociale de l'Alimentation | Tous droits réservés | créé par Martin

Nous utilisons des cookies

Nous utilisons des cookies et d'autres technologies de suivi pour améliorer votre expérience de navigation sur notre site, pour vous montrer un contenu personnalisé et des publicités ciblées, pour analyser le trafic de notre site et pour comprendre la provenance de nos visiteurs.